

Le Burundi souhaite la clôture du dialogue d'Arusha à sa prochaine session

@rib News, 15/07/2017 Source Xinhua Le Burundi souhaite que l'ancien président tanzanien et facilitateur dans le processus externe du dialogue politique interburundais d'Arusha, Benjamin William Mkapa, clôture la prochaine session du dialogue par une synthèse des consultations menées depuis janvier 2016 et rapatrie aussitôt ce dernier, a déclaré Philippe Nzobonariba (photo), secrétaire général et porte-parole du gouvernement.

M. Nzobonariba tenait vendredi à Bujumbura un point de presse dans son cabinet de travail sur les principaux événements qui ont marqué le mois de juin et le début du mois de juillet 2017 en ce qui concerne les activités ayant concerné le Burundi sur la scène internationale. Initialement, l'ex-président Mkapa, avait émis le souhait, tout au long des trois pléniers des organisations sur ce dialogue, que celui-ci soit couronné fin juin 2017, par la conclusion d'un accord politique entre les protagonistes burundais. Toutefois, le 4 juillet dernier, le Bureau de cette facilitation régionale dans le dialogue inter-burundais sise à Arusha et placée sous l'égide de la Communauté Est-Africaine (CEA), a annoncé que la prochaine session du dialogue inter-burundais aura lieu au cours de ce mois de juillet. A ce jour, la CEA regroupe six Etats, à savoir le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda qui en ont été fondateurs en 2000, le Burundi et le Rwanda qui l'ont rejoint en 2007, ainsi que le Soudan du Sud dont l'adhésion récente remonte à l'an 2016. "Nous nous préparons à relancer le dialogue interburundais au cours de ce mois de juillet. Tout est prêt, sauf quelques éléments et confirmations. Nous allons, par la suite, inviter tous les acteurs-clés. Mais nous ne pouvons pas communiquer les dates aux médias avant d'en informer les concernés", a précisé lors d'un point de presse du 4 juillet à Arusha M. Macosha Tembele, assistant permanent du facilitateur Mkapa. Selon M. Nzobonariba, le gouvernement burundais estime que jusqu'à ce jour, l'ex-président Mkapa a bien conduit sa mission de médiation pour avoir affirmé tout au long de ce processus, que le dialogue interburundais doit réunir uniquement des "acteurs politiques pris de paix" conformément à l'esprit de la résolution 2248 du conseil de sécurité de l'ONU sur le Burundi votée en 2015. "Cependant, le président Mkapa s'est heurté, tout au long de sa mission de médiation dans le dialogue interburundais, à des interférences extérieures provenant de ses bailleurs et tendant à vouloir lui imposer d'inclure dans ce dialogue, des personnalités prêtes putschistes recherchées par la justice burundaise", a signalé M. Nzobonariba. Le Burundi a connu le 13 mai 2015 un coup d'Etat avorté contre le président Nkurunziza, alors que celui-ci s'était déplacé à Dar-Es-Salaam (Tanzanie) pour participer à un sommet de la CEA consacré à une crise électorale déclenchée le 26 avril de la même année à partir de Bujumbura. M. Nzobonariba a laissé entendre que le gouvernement burundais répondra à une invitation pour la prochaine session du dialogue interburundais "au cas où le facilitateur Mkapa ne cède pas aux pressions de ceux qui veulent que sa mission soit un échec, et qu'il fasse valoir son indépendance en résistant à ces pressions". Il a précisé pourtant qu'en cas d'invitation des prêtes putschistes à la prochaine session du dialogue interburundais d'Arusha, le gouvernement n'y prendra pas part ; et que, en pareille situation, de tels blocages ne devraient pas lui être imputables.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});